

les ayatollahs du confinement

Le confinement était sans doute nécessaire, nonobstant le fait que certains Etats nordiques ont fait un choix contraire, avec des résultats plutôt meilleurs que les nôtres et nonobstant la contradiction avec la déclaration de l'Institut Pasteur regrettant que moins de 6 % de la population ait été "infectée" (aurions nous été "trop confinés ?").

Mais l'expérience de ce confinement a révélé ce phénomène étonnant du développement d'une population d'ayatollahs névrosés par la communication stressante des pouvoirs publics.

Ces ayatollahs du confinement on les rencontre masqués sur un trottoir, quand, malgré la largeur de ce dernier et la possibilité de se croiser en toute sécurité, les intéressés traversent la rue pour changer de trottoir. On les rencontre aux caisses des supermarchés quand ils se tiennent 3 mètres en arrière du client précédent, provoquant ainsi un allongement de la file et, au final, un encombrement derrière eux dérogoire aux règles de distanciation. On les reconnaît, pour certains, à une agressivité mal contenue lorsqu'on s'approche en restant dans les limites des règles de distanciation.

Ce sont eux, aussi, qui "chauffent" les médias (toujours gourmands de ces petits conflits) à propos des joggers, au point que les pouvoirs publics se sont crus obligés de resserrer les règles de l'activité sportive. A Paris, un jogging au bois de Boulogne le matin (je fais le mien à 8 heures) ne gêne personne (pour gêner quelqu'un il faudrait déjà que je rencontre d'autres joggers). Certains responsables territoriaux ont cédé à ces névroses.

A Paris, toujours, il a été interdit de courir entre 10 heures et 19 heures. Le résultat est qu'on a assisté à une concentration du nombre de joggers dans les créneaux horaires autorisés (la Maire de Paris a déclaré ne pas avoir pensé à cette conséquence). Toujours à Paris, un arrêté préfectoral a interdit certaines zones du bois de Boulogne (concrètement les chemins qui font le tour des lacs). La police (sur initiative ou sur instruction) tente d'étendre cette interdiction à tout le bois, ce qui est ridicule (dans la forêt de ce bois on ne croise que des écureuils et des volatiles). Les policiers refoulent certains matin les joggers. Je n'ai pu échapper à ce refoulement qu'en invoquant le texte de l'arrêté préfectoral et en produisant (je l'ai toujours sur moi) la carte du bois montrant les zones (minimes) interdites.

Certains de ces ayatollahs du confinement ont tellement été effrayés par la communication des autorités qu'ils se déclarent prêts à rester confinés (jusqu'à l'arrivée d'un vaccin ?).

On ne peut pas leur jeter la pierre. Certaines personnes sont, certes, plus enclines à se stresser sur des sujets de santé, par caractère ou du fait de leurs morbidités personnelles, mais toute la communication publique a été organisée sur le mode de l'inquiétude, le gouvernement, paniqué par les pénuries (lits, respirateurs, masques) ayant choisi de restreindre au maximum les entrées à l'hôpital.

Et il n'y a pas que chez les animaux que la peur déclenche la peur. Le confinement (au moins dans une version prolongée) aura été une solution de facilité (les chiffres de la sécurité routière seraient meilleurs si on demandait à chacun de rester chez lui, et, pour ne pas risquer un accident domestique, de préférence au lit).

Les déclarations publiques expliquant qu'en raison de la pénurie de lits, on sauverait les jeunes en laissant mourir leur aînés, voire en mettant les plus âgés dehors pour libérer des places pour les plus jeunes aura été un des grands moments de cette période. Comment s'étonner, après, qu'un sondage étranger d'un organisme indépendant révèle que la population française est celle qui affiche le taux d'inquiétude le plus élevé.

La France du déconfinement risque de revivre les heures sombres de Vichy si le Gouvernement met en place la procédure décrite par Edouard Philippe (création de brigades locales chargées de repérer les "infectés" ,puis de rechercher qui ils ont croisé, avant de faire la même enquête auprès de ces derniers, le but étant d'embastiller sanitaire tout ce petit monde. Il va falloir créer un service chargé du dépouillement des lettres anonymes de dénonciation. On n'osera plus tousser, même chez soi, de peur d'être dénoncé par un voisin. C'est un dispositif malsain.

Le résultat de tout ceci, ce sera l'inverse de l'union nationale prêchée, une atmosphère de tension et de conflit. L'union nationale ne sera, au demeurant, pas facilitée par le déconfinement par département annoncé si, par exemple, pour ne pas déplaire à certains départements de la couronne (Seine Saint Denis) on classe Paris intra muros en zone rouge.

Mais réfléchissons un peu : cette idée d'une différenciation entre les départements est incohérente avec la règle annoncée des 100 km. On nous explique que l'idée est que l'habitant d'une zone rouge (présupposé contaminé) ne doit pas pouvoir se rendre dans une zone verte (présupposé

saine). Les "régulateurs" se prennent les pieds dans le tapis à force de compliquer : l'habitant d'une zone rouge ne pourra pas s'éloigner de plus de 100 km de son domicile, mais pourra se rendre dans le département voisin, éventuellement vert et à moins de 100 km de son domicile (sauf si on va au bout de cette logique en remettant en place, autour des départements, les octrois mis en place sous la monarchie et qui n'ont été supprimés qu'en 1943 (par Pierre Laval).

Et si les frontières de l'Europe sont ouvertes, le parisien (qu'on imagine rouge) ne pourra pas dépasser Chartres, mais croisera, à Paris, des italiens, des belges, des allemands etc....

Enfin, il y a les ressources de l'informatique et le projet "Stop Covid". Il ne va pas assez loin pour les ayatollahs : il pourrait signaler, au "croisement" de 2 smartphones, l'infection du porteur d'un au moins des 2 téléphones. Si on veut bien se souvenir que la portée moyenne d'un bluetooth est d'une centaine de mètres (les plus récents annonçant 400 mètres), il s'agira d'un grand croisement...Ce ne serait, après tout, que la résurgence de la mesure prise en 1179 par le 3ème concile du Latran, obligeant les lépreux à porter une clochette pour s'annoncer dans les rues et permettre aux bien portants de s'écarter. Il faut vivre avec son temps, un partenariat Google/Apple peut nous boutiquer ça.

Tout cela est ridicule et il faut espérer que le président et le premier ministre se sont réparti les rôles : à Edouard Philippe l'annonce, sur le ton d'une menace, d'un semi-déconfinement en trompe l'oeil, au président l'annonce d'un régime de semi liberté plus vivable.